

Fiche 2

Violences militaires et coups d'Etat en Amérique Latine.

■ Problématiques :

- x **Coups d'Etat en Amérique Latine** : Pourquoi l'Amérique Latine a-t-elle connu autant de coups d'Etat dans les années 70 ?
- x **Démocraties et pouvoir militaire** : Comment les militaires ont-ils réussi à ébranler puis effondrer les démocraties en Amérique Latine dans les années 70 ?
- x **Dictatures en Amérique Latine** : Comment les dictatures d'Amérique Latine ont-elles réprimé leurs opposants dans les années 70 et 80 ?

■ Le film montre le déroulement d'un coup d'Etat, depuis la tension et la peur (les mères et les pères) qui s'installent dans la population jusqu'à l'élimination des premiers opposants, en passant par la préparation souterraine (rencontre entre Teixeira et Roberto) et la manipulation des médias. Les plus graves violations des droits humains apparaissent à l'écran : brutalisations des innocents (la mère de Camargo) ; torture des opposants (Camargo) ; mises à mort sans procès judiciaire (élimination des Tupas et de Roberto) ; mise en place d'un état policier (violences à l'égard de ?) ; destructions matérielles de la pensée (livres et disques défenestrés).

■ Les documents proposés pour répondre aux questions posées par le film sont :

- x trois extraits du livre d'Alain Rouquié, *Amérique latine, Introduction à l'extrême-occident*, Seuil, 1998 qui interrogent la relation de l'Amérique latine au militarisme ;
- x un fonds de carte de l'Amérique latine ;
- x une chronologie (non exhaustive) des coups d'Etat en Amérique latine ;
- x le texte d'introduction d'un photo-reportage sur les traces du Plan Condor réalisé par Martin Barzilai ;
- x le script du communiqué radiophonique du colonel Moreira lors de sa prise de pouvoir dans le film ;
- x six photogrammes du film montrant les exactions de la junte militaire ;
- x un extrait d'un poème de Mario Benedetti issu de *Primavera con una esquina rota* ;
- x l'extrait d'un rapport officiel du Sénat Français de 1996 sur la situation en Uruguay ;
- x deux articles de Risal.info sur la découverte des crimes commis par la dictature suite aux enquêtes lancées dans les années 2000 ;
- x fiches « F2 Violence d'Etat en Amérique Latine » et « F3 Guerre froide et néocolonialisme » dans le dossier sur *Postales de Leningrado* paru sur le site de l'ARCALT www.cinelatino.com.fr en 2010.

■ Programmes : Les violences d'Etat intervenues en Amérique Latine n'ont explicitement leur place que dans les programmes de certaines sections techniques des programmes de Terminale. Une bizarrerie qui n'empêche pas de les aborder dans les classes de Terminale à l'occasion de l'étude de la Guerre froide ou des Sud. On pourra aussi traiter la question, peut-être sous la forme d'un dossier ou d'un exposé en 5° au moment de l'étude de l'Amérique Latine dont l'actuelle géographie ne peut être comprise sans aborder cette question.

■ I – Histoire des coups d'Etat en Amérique Latine :

● Le militarisme : une tradition latino-américaine ?

Doc.1a Le militarisme : une tradition ?

- Qu'est-ce que le caudillisme ? Quel en fut l'origine ?
- A l'aide de ce texte, donner une définition du militarisme.
- Qu'est-ce qui distingue le caudillisme du militarisme ?
- Par quels arguments l'auteur démontre-t-il que le militarisme n'est pas une fatalité latino-américaine ?

Parce que le vocabulaire du pouvoir militaire est espagnol, comme la culture de la plupart des pays du continent anciennement colonisés par l'Espagne, on a rapidement conclu qu'il y avait un type de relation civil-militaire propre au « monde » hispanique. Qu'une tradition juridique « ibéro-latine » était à l'origine d'une incapacité démocratique permanente des États latino-américains. La banalisation des régimes militaires dans l'ensemble du monde sous-développé, et notamment en Afrique noire, pour ne rien dire de l'installation en 1980 d'une dictature militaire dans le Surinam néerlandophone peuplé de descendants d'immigrants asiatiques, suffirait à relativiser la pertinence d'une telle thèse. Une version plus élaborée de cette explication a été parfois proposée. Dans cette formulation historiciste, le militarisme d'aujourd'hui serait l'héritier et le continuateur du *caudillismo* d'hier, fruit de l'anarchie des guerres d'indépendance. Si vingt et un ans de régime à domination militaire au Brésil (1964-1985) s'inscrivent en faux par rapport à une telle assertion, eu égard au caractère « négocié » et pacifique de l'émancipation de l'ancienne colonie lusitanienne, l'absence de continuité repérable entre le pouvoir prédateur des « seigneurs de la guerre » du XIX^e siècle et les formes de gouvernement qui régissent les États contemporains saute aux yeux. Au Mexique, où le *caudillismo* a tenu une place de choix, de l'extravagant président

Santa Anna au milieu du siècle aux meneurs d'hommes de la tourmente révolutionnaire, il n'y a pas eu de tentative de putsch depuis plus de quarante ans. Le Venezuela a été gouverné pratiquement depuis l'indépendance et jusqu'en 1940 par des hommes forts ayant pris d'assaut le pouvoir central, et pourtant, depuis 1958, ce pays s'est mué en modèle de démocratie représentative stable. *A contrario*, des parangons d'instabilité et de présence militariste aujourd'hui ont connu hier, après les troubles et les incertitudes de l'indépendance, de longues plages de domination civile et de succession ininterrompue d'autorités légales. L'Argentine de 1862 à 1930, mais aussi le Pérou, le Chili, la Bolivie ou le Salvador à la fin du XIX^e siècle illustrent cette solution de continuité entre la période postcoloniale et l'époque du militarisme contemporain.

D'ailleurs, pour situer le militarisme dans ses vraies limites historiques, il convient de signaler que l'assimilation des chefs de bande des luttes intestines, militaires amateurs souvent parés de grades ronflants, aux officiers de carrière est sans fondement. Le *caudillo*, guerrier improvisé, naît en effet de l'effondrement de l'État colonial espagnol et de la désorganisation sociale. L'officier, lui, est l'homme de l'organisation et il n'existe que par et pour l'État. Les armées modernes sont des institutions publiques bureaucratisées qui détiennent le monopole technique de l'application de la violence légale ; les *caudillos* représentent la violence privée s'élevant contre le monopole étatique ou sur ses ruines. Ce n'est pas en confondant les acteurs et leur nature que le passé peut servir à comprendre le présent.

● Les coups d'Etat dans l'Amérique Latine contemporaine.

- A l'aide du fonds de carte ci-contre, réaliser une représentation cartographique des 100 dernières années de coups d'Etat en Amérique Latine. Vous discréditez la carte selon le nombre de coups d'état par pays répertorié par l'article du document 2. Ne pas oublier de légendier et titrer.
- Comparez le document 1b et le document 2. Quels commentaires pouvez-vous faire sur la relativité en histoire ? Essayez de définir ce concept à partir de cet exemple.



Doc.1b

La liste chronologique se passe de commentaires :

Date	Pays	Président renversé
mars 1962	Argentine	Arturo Frondizi
juillet 1962	Pérou	Manuel Prado
mars 1963	Guatemala	Miguel Ydígoras Fuentes
juillet 1963	Équateur	Julio Arosemena Monroy
septembre 1963	République Dominicaine	Juan Bosch
octobre 1963	Honduras	R. Villeda Morales
avril 1964	Brésil	João Goulart
novembre 1964	Bolivie	V. Paz Estenssoro
juin 1966	Argentine	Arturo Illía

Les textes du document 1 sont extraits de
Alain Rouquié,
Amérique latine, Introduction à l'extrême-occident,
Seuil, 1998.

Doc. 2. Cent ans de coups d'Etat en Amérique latine

Par Juliette Cua, publié le 03/07/2009 18:00 – mis à jour le 06/07/2009 17:36 sur www.lexpress.fr

1910-1920 - MEXIQUE. Avec pour objectif initial de renverser la dictature de Porfirio Díaz, la révolution mexicaine se mue rapidement en une révolte générale. En 1913, Francisco Madero est chassé du pouvoir par celui qu'il a lui-même nommé à la tête de l'armée, le général [Victoriano Huerta](#). Ce dernier ne reste au pouvoir que quelques mois, incapable de s'imposer ni aux groupes réclamant la réforme agraire conduits par Venustiano Carranza, Pancho Villa et Emiliano Zapata, ni aux Américains. (Voir [les grandes dates du Mexique](#))

1936 - NICARAGUA. Grâce à la protection de Washington, Tacho Somoza, assassin de Cesar Augusto Sandino, prend le pouvoir et devient président en 1936. [Il établit une dictature fortement anticommuniste que ses fils perpétueront](#) jusqu'en 1979.

1945 - BRESIL. En 1937, la dictature de [Getulio Vargas](#) instaure "l'Etat Nouveau". Chassé par un coup d'Etat militaire en 1945, il est ensuite élu en 1951 président de la République. (Voir [la chronologie du Brésil](#))

1943 - ARGENTINE. Après une tentative ratée de coup d'Etat en juin 1943, l'armée prend le pouvoir à l'automne. C'est "le coup d'Etat des colonels". En 1946, [Juan Domingo Peron](#), colonel de la junte, est élu président de la République. (Voir [la chronologie de l'Argentine](#))

1945 - SALVADOR. Le général Salvador Castañeda accède au pouvoir par un coup d'Etat. Il dirige le pays jusqu'en 1948 quand des officiers se rebellent et mettent en place "un conseil révolutionnaire civil et militaire".

1954 - GUATEMALA. [Le gouvernement élu de Jacobo Arbenz est renversé par un putsch](#) soutenu par les Etats-Unis. Début de 40 années d'exactions des escadrons de la mort, faisant plus de 200 000 victimes.

1954 - PARAGUAY. Le général [Alfredo Stroessner](#) prend le pouvoir et instaure une longue dictature où se mêlent népotisme, corruption, prébendes et violences, et qui perdure jusqu'en 1989.

COSTA RICA. Plusieurs tentatives de renversement du régime et même d'assassinat du président [José Figueres](#) dans les années 1950 puis dans les années 1970.

Années 60

Une dizaine de coups d'Etat contre des gouvernements pour la plupart démocratiquement élus bouleversent le paysage politique de l'Amérique latine des années 1960.

1960 - SALVADOR. [En octobre 1960, une junte moderniste motivée par l'expérience cubaine, formée de militaires et de civils](#), renverse le pouvoir détenu par le Parti révolutionnaire de l'Unité démocratique, au pouvoir depuis la révolution de 1948, afin de transformer le pays. Mais très vite, leurs projets de réformes économiques et agraires inquiètent les élites et la junte est renversée en janvier 1961 par celle du lieutenant-colonel Julio Rivera.

1962 - ARGENTINE. En 1962 puis en 1966, les gouvernements argentins sont destitués par des coups d'Etat.

1963 - EQUATEUR. En juillet 1963, l'armée renverse Carlos Julio Arosemena, le président en poste depuis 1961. Les militaires l'accusent notamment d'être favorable au communisme. La junte militaire est renversée à son tour sans violence, en mars 1966.

1964 - BOLIVIE. Le coup d'Etat du colonel Barrientos en 1964 marque le début d'[une succession de régimes militaires et de coups d'Etat](#). La dictature est "officiellement" instaurée à partir de 1974.

1964 - BRESIL. [Le coup d'Etat militaire qui renverse le président élu Joao Goulart](#) instaure [une dictature violemment anti-communiste](#), qui sévit pendant plus de 15 ans.

1968 - PANAMA. En 1968, un coup d'état militaire mène le Général Omar Torrijos Herrera au pouvoir. Il y reste jusqu'à sa mort en 1981.

1968 - PEROU. [En octobre 1968](#), des militaires, dirigés par le commandant Juan Velasco Alvarado, renversent le président élu Fernando Belaunde Terry et instaurent un régime aux accents nationalistes.

Années 70

Une série de coups d'Etat militaires porte au sommet de l'Etat des gouvernements déterminés à éradiquer par tous les moyens les forces de gauche.

1973 - CHILI. En 1973, un coup d'Etat dirigé par le général Augusto Pinochet et soutenue par les Etats-Unis renverse le gouvernement de Salvador Allende. On dénombre 3 000 morts (bilan officiel) au cours des premiers mois, des milliers de disparus, et des dizaines de milliers de personnes torturées. (Voir [les dates clés du Chili](#))

1973 - URUGUAY. En 1973, [le régime du président Bordaberry est renversé par une junte militaire](#) qui entreprend le contrôle systématique de la population. En une décennie, 80 000 Uruguayens passeront par les geôles de la junte.

1976 - ARGENTINE. Après le retour, la réélection puis la mort de Juan Peron, une junte militaire s'empare du pouvoir en 1976. [Sept années de dictature feront 10000 morts et disparus.](#)

Les années 1980 et le début des années 1990 sont plus calmes et marquent une période de "transition démocratique" en Amérique latine.

1992 - VENEZUELA. En février puis en novembre le Mouvement révolutionnaire bolivarien de Hugo Chavez provoque deux tentatives de coup d'état, qui échouent.

1996 - PARAGUAY. [Lino Oviedo](#) échoue dans sa tentative de coup d'Etat. En mai 2000, nouvelle tentative de coup d'Etat : un groupe de militaires se soulève contre le gouvernement du président Luis Gonzalez Macchi. L'état d'urgence est décrété pour 60 jours dans tout le pays

2000 - EQUATEUR. En janvier 2000, un soulèvement indien aboutit à la destitution du président Jamil Mahuad au profit d'une junte militaire. Le triumvirat porté au pouvoir est composé du chef d'état-major des forces armées et de deux civils dont le leader du mouvement indien Antonio Vargas. Sous la pression internationale, la junte cède le pouvoir au vice-président Gustavo Noboa. A lire : [Le coup d'Etat avorté](#) sur le site du Monde Diplomatique.

2002 - VENEZUELA. En avril 2002, un coup d'Etat avorté contraint Hugo Chavez à démissionner. Les violentes manifestations dans les rues de Caracas font plus de 20 morts. Dès le lendemain, Chavez retourne au pouvoir.

2009 - HONDURAS. [Coup d'Etat au Honduras contre le président Manuel Zelaya.](#)

- A l'aide des documents 1a, 1b et 2, complétez le tableau synthétique suivant avec le nom des pays concernés :

Période	Succession de Régimes militaires	Stabilité démocratique
Milieu du XIX ^e –Milieu XX ^e		
Des années 60 aux années 80		
Depuis les années 80		

- **Les dictatures des années 70–80.**

- Quels sont les pays concernés par des dictatures dans les années 70–80 ?
- Qu'est-ce que le plan Condor ? Qui a-t-il touché et combien a-t-il fait de victimes ?

Doc. 3. Dictatures du Condor (photo-reportage)

Dans les années 70, l'Amérique du Sud fut le théâtre d'exactions organisées en commun par les dictatures militaires. Meurtres, enlèvements, tortures et disparitions étaient monnaie courante. Ce terrorisme d'état à l'échelle continentale avait un nom : l'opération Condor. Trente ans après, c'est tout le cône Sud qui reste traumatisé par sa guerre froide. Sous l'appellation Opération Condor se cache l'une des entreprises les plus sinistres jamais montée en Amérique du Sud : une collaboration active entre les différentes juntas visant à éliminer les opposants. En Argentine, au Paraguay, au Chili, en Uruguay mais aussi en Bolivie et au Brésil. Cette secrète entente entre tyrans (Pinochet, Videla, Banzer, Stroessner et Bordaberry) mettait au second plan les frontières nationales pour réprimer plus facilement leurs adversaires via une interconnexion des services de renseignements. Si l'opération Condor n'a été qu'un volet de la répression, les différents terrorismes d'Etats ont provoqué un véritable génocide. On dénombre environ 50 000 assassinés, plus de 35 000 disparus et quelque 400 000 prisonniers. Sans compter le nombre d'exilés et les enfants kidnappés et adoptés par des tortionnaires. Si un certain nombre de persécuteurs ou de dictateurs ont été, aujourd'hui, condamnés par la justice de leurs pays, d'autres sont encore en liberté. Dans plusieurs pays, une loi d'amnistie (comme la " ley de punto final " en Argentine–1987–) pour les tortionnaires a été votée. Depuis, ces lois ont été remises en cause grâce à une pression populaire importante, et au travail d'association contre l'impunité. Ce reportage a été effectué sur une période de 10 ans. Mais surtout, en 2001, j'ai voyagé entre l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay pour mener une investigation sur l'opération Condor et les responsabilités des pays Européens. Les résultats de cette enquête (qui est encore en cours) ont été publiés dans Alternatives Internationales et l'Humanité.

Par Martin Barzilai, photo-reporter, 1997–2006
(<http://tolerance.over-blog.net/article-7295701.html>)

- D'après le texte ci-dessous, quelles responsabilités ont les grandes entreprises étrangères dans l'accès et le maintien au pouvoir des dictatures des années 70–80 ?
- Quelle est la responsabilité particulière des Etats-Unis ? (Etudier aussi la fiche « 3 –Guerre froide et néocolonialisme » sur le film Postales de Leningrado – www.cinelatino.com.fr)

Doc.1c Des dictatures soutenues par le camp capitaliste

Au dire de certains, ces armées ne seraient guère que les « partis politiques du grand capital international ». L'instauration des régimes autoritaires répondrait aux nécessités du développement du capitalisme dans sa phase actuelle. Soit que le capital multinational et la nouvelle division internationale du travail aient besoin d'un pouvoir fort et répressif des mouvements sociaux pour garantir les investissements, soit, mieux encore, que le passage de l'industrie légère à l'industrie lourde des biens d'équipement ne puisse se réaliser dans un cadre démocratique et civil. Dans cette hypothèse, les armées apparaîtraient en quelque sorte comme « programmées » pour assurer l'« approfondissement » du processus d'industrialisation.

De telles interprétations s'appuient certes sur un certain nombre de données réelles. On insiste à juste titre sur la dépendance des armées latino-américaines, depuis plus de vingt ans, par rapport au Pentagone ; on rappelle l'influence décisive des États-Unis sur les militaires du sous-continent à travers les stages d'entraînement dans les écoles nord-américaines,

notamment dans la zone du canal de Panamá. On souligne l'ascendance américaine de la doctrine de la sécurité nationale qui désigne l'ennemi intérieur comme la menace essentielle pour les états-majors d'Amérique du Sud, et donne aux armées comme objectif la défense des « frontières idéologiques ». Enfin, le comportement de certaines multinationales face à des gouvernements démocratiques réformistes – voyez ITT au Chili sous l'Unité populaire – et la sympathie active manifestée par les grands intérêts économiques étrangers à l'égard des dictatures seraient des preuves suffisantes du rôle direct joué par les multinationales dans l'apparition des régimes militaires. Mais les interprétations instrumentalistes sont, comme chacun sait, d'une portée analytique limitée dans la mesure où elles ignorent les mécanismes singuliers de la production des processus politiques. Assimiler les bénéficiaires d'un gouvernement à ses instigateurs et à ses commanditaires relève d'une belle simplicité scolastique et d'une méconnaissance totale des médiations aussi bien que des dérapages et des « effets pervers » qui marquent l'action collective.

■ II – Le coup d'Etat en Uruguay :

● Le déroulement du coup de force.

- Dans le film, quelles sont les différentes phases du coup d'état ? A quoi semble-t-il aboutir sur le plan politique ?
- Dans le film, les enfants entendent le communiqué radiophonique qui indique que le Colonel Moreira a pris la tête de la police, ce qui constitue une étape majeure du coup d'Etat :

- x Quel sens cela a-t-il pour Roberto ? Pour la société uruguayenne ?
- x Quel est le programme du colonel Moreira (Contre qui ? Pour quoi ?) ?
- x Quelle contradiction décelez-vous entre les propos et l'action ? (>>> défense de la démocratie)

Doc. 4. Extrait de *Paisito* : Communiqué radiophonique. 24'

Communiqué officiel des forces conjointes 28 et 73 : dans le cadre des promptes mesures de sécurité décrétées par l'Etat d'urgence, le colonel d'infanterie Alcide Moreira a été nommé comme nouveau chef supérieur de police, pour la militarisation de ce corps.

A la connaissance de sa nomination, le colonel Moreira a souhaité que les forces conjointes travaillent pour consolider les idéaux démocratiques des Uruguayens, seul moyen d'éviter l'infiltration et le recrutement des adeptes de la doctrine marxiste-léniniste, incompatibles avec notre style traditionnel de vie.

Un concept, ajouta-t-il qui se marie bien avec l'aspiration de répandre chez les Uruguayens la mystique de l'orientalité*, qui consiste à récupérer les grandes valeurs morales avec lesquelles des hommes comme Arigas forgèrent notre patrie.

* Courant nationaliste uruguayen

- Comparez avec les données que vous trouverez sur le lien :
<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve?codeEve=701&langue=fr%27>
- x Quand le coup de force a-t-il eu lieu en Uruguay ?
- x Que mettent en place les militaires ?
- x A partir de quel moment peut-on vraiment parler de coup d'état ?
- x Quelle est la différence entre un coup d'état classique et celui-là ?
- Le film est-il fidèle à la réalité de ce qu'il s'est produit en Uruguay en 1972-1973 ? Présente-t-il de véritables incohérences avec les faits historiques ? L'absence de détails factuels diminue-t-elle la valeur ou la vérité historique du film ? Argumentez.

● Les procédés de la dictature en oeuvre dans le film.

- A l'aide des photogrammes ci-contre, dresser la liste des exactions commises par l'armée lors du coup d'état.
- Relever dans le document 3 d'autres crimes commis.



- Un travail complémentaire sur les crimes des dictatures peut être fait à partir de la fiche « F2 – Le développement de la violence d'Etat » produite pour le film *Postales de Leningrado* sur www.cinelatino.com



- Une étude sur les droits de l'homme bafoués peut être faite à partir de la Déclaration des Droits de l'homme de 1948 et dont l'Uruguay était signataire, avec un relevé systématique des articles concernés.

- Mario Benedetti, poète fut un des fondateurs du Fronte Amplio (parti de gauche uruguayen). Il fut contraint à l'exil de 1973 à 1985 et pendant cette période, ses oeuvres furent retirées des bibliothèques. Cet extrait du poème en prose *Intramuros (el complementario)*, dans lequel le poète parle à sa femme, permet d'aborder la prison comme torture mentale :

- x vocabulaire de l'enfermement et de la libération
- x métaphore de l'exil comme prison et enfermement mental
- x résistance par la pensée et par la projection
- x monotonie du temps
- x fidélité à soi-même et à ses engagements, malgré la transformation de sa personnalité.

Doc. 5. « Intramuros (El complementario) » (Extrait).

A présent, comme il y a du temps, trop de temps, trop d'insomnies, trop de nuits avec les mêmes cauchemars et les mêmes ombres. Et la tendance naturelle, et aussi la plus fastoche, c'est de se demander à quoi me sert le temps aujourd'hui, à quoi sert cette méditation tardive, arriérée, anachronique, inutile. Et pourtant, elle sert. L'unique fenêtre de ce temps vain est la possibilité de mûrir, de connaître ses propres limites, ses propres faiblesses et forces, de se cantonner à la vérité sur soi-même, et non de se faire des illusions sur des buts que l'on ne pourra jamais atteindre, et à l'inverse, éprouver le courage, préparer l'attitude, entraîner la patience, pour réussir ce qui, un jour, pourra être à portée. On se découvre tellement dans ces conditions si particulières, à s'enfoncer dans l'analyse, que je me permets de te confier quelque chose : je ne peux pas faire un plan quinquennal de mes cauchemars, mais je peux rêver éveillé et par chapitres. Et ainsi, je vais égrenant, émiettant, ce que j'aimai et ce que j'aime, ce que je fis et ce que je ferai. Parce qu'un jour, je pourrai à nouveau faire des choses, non ? Un jour, j'abandonnerai cet étrange exil et je me réintégrerai au monde non ? Et je serai quelqu'un de différent, peut-être même quelqu'un de meilleur, mais jamais l'ennemi de ce que je fus ou de ce que je suis, mais plutôt son complémentaire. Oui, avoir de tes nouvelles est comme ouvrir une fenêtre, mais à l'instant me viennent des envies quasiment incompressibles d'ouvrir plus de fenêtres et, ce qui est beaucoup plus grave (quelle folie) d'ouvrir une porte. Cependant, je suis condamné à voir les épaules de cette porte, son échine hostile, dure, imprenable, concrétissime, mais jamais aussi solide qu'un argument, qu'un bon raisonnement. Avoir de tes nouvelles, c'est comme ouvrir une fenêtre, mais ce n'est pas encore ouvrir une porte.

Mario Benedetti, *Printemps avec un coin brisé*, 1982 (trad. E. Deniaud à partir de l'édition Alfaguara).

- **Le retour à la démocratie.**
- Le texte suivant est une partie de l'introduction du Rapporteur du Sénat sur la situation en Uruguay en 1996 en vue de préparer un accord commercial.
- ✕ A travers ce texte officiel du Sénat français, quelle est la position de la France par rapport au coup d'Etat en Uruguay ? Le condamne-t-elle absolument ?
- ✕ Comment le retour à la démocratie a-t-il eu lieu ? Indiquez les deux étapes évoquées et les conditions de ce retour imposées par les militaires.

Doc. 6. « L'URUGUAY : UN PAYS LONGTEMPS ATYPIQUE DU SOUS-CONTINENT »

« 1. Une des premières démocraties sud-américaines (...) »

2. La crise terroriste et la dictature militaire

Se greffant sur une grave crise économique et sociale qui succédait à une longue période de prospérité, le développement des menées terroristes du mouvement « Tupamaros » incita l'armée à intervenir dans la conduite politique du pays. En février 1973, l'armée prit le pouvoir dans le cadre du nouveau Conseil National de Sécurité. Il s'ensuivit une dictature militaire particulièrement pesante qui dura onze années : dissolution du Parlement, du principal syndicat et des partis politiques, répression sévère du mouvement Tupamaros, considéré comme éradiqué en 1975.

Comme elle s'y était engagée en 1981, la junte militaire organisa, en novembre 1984, des élections générales qui clorent la période dictatoriale par l'accession de M. Julio Maria Sanguinetti à la tête de l'Etat. Ce retour à la démocratie fut associé à l'effacement du passé : libération et amnistie des détenus politiques tupamaros dont le chef du mouvement Raul Sendic. En revanche, « l'oubli » des exactions commises par les militaires pendant la dictature, à travers l'adoption d'une « loi de caducité » suscita de nombreuses réticences et fut à l'origine de tensions entre partis, alors qu'un accord général était cependant trouvé en 1986 sur le programme « de croissance économique et d'amélioration sociale du pays ».

3. La démocratie consacrée

Les élections du 26 novembre 1989 ont consacré le retour à la démocratie en provoquant l'alternance. M. Alberto Lacalle, du courant « blanco » a été élu Président de la République alors qu'un candidat du Fronte amplio (Front élargi), regroupant des forces de gauche, accédait à la mairie de Montevideo.

Les dernières élections du 27 novembre 1994 ont porté à nouveau au pouvoir M. Sanguinetti. Aucune formation ne disposant de la majorité, le gouvernement, à majorité « colorado », comprend 4 représentants « blanco ». Cette coalition fonctionne correctement et a permis la réalisation de réformes dont celle des retraites. Sur le plan économique, l'inflation est maîtrisée ainsi que le déficit fiscal. Pour l'avenir, le gouvernement s'est assigné la réforme de l'Etat, celles de la constitution et du système éducatif. (...) »

par M. Michel ALLONCLE, Sénateur, Annexe au procès-verbal de la séance du 24 avril 1996

Rapport n°329 fait au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées (1) sur le projet de loi, adopté sans modification par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République orientale de l'Uruguay sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole).

- **Bilan de la dictature uruguayenne.**

- Les deux textes suivants permettent de faire le bilan des victimes de la dictature uruguayenne :

Doc. 7. Crimes sans châtement en Amérique latine (extrait)

Le 26 décembre dernier, le président uruguayen Tabaré Vázquez a mis fin aux recherches de corps de détenus disparus sous la dictature qui a sévit dans le pays de 1973 à 1985. « *Nous concluons une étape pour laisser libre cours à la réconciliation de la société uruguayenne* », avait-il alors déclaré. Le gouvernement assure toutefois qu'il continuera à recevoir toute information utile et qu'il appuiera les investigations qui pourraient en découler.

Au moins 180 Uruguayens ont été assassinés pour s'être opposés à un régime totalitaire qui avait institutionnalisé la torture durant onze années de plomb. Les groupes de défense des droits humains évaluent qu'un cinquième de la population de ce petit pays de 3 millions d'habitants aurait eu affaire aux forces de l'ordre à cette époque.

par Jean-Pierre Bastien, Article publié le 17 avril 2007 sur RISAL. Info

Doc. 8. Où l'on reparle des détenus disparus

« Le 2 décembre 2005, vers 11 h 30, dans une zone rurale proche de la ville de Pando, une étudiante en archéologie de l'université de la République découvre, dans une étrange excavation, un os qui sera identifié ultérieurement comme un péroné humain. Au terme d'une heure et demie de travail méticuleux, un squelette complet apparaît. Peu de temps après, un hélicoptère de l'armée de l'air uruguayenne atterrit sur les lieux. A bord se trouvent le président de la République Tabaré Vázquez et sa ministre de la défense Azucena Berrutti. Il s'agit des premiers restes découverts d'un des quelque deux cent soixante détenus disparus lors de la dictature (1973-1984) – un ouvrier communiste mort sous la torture en 1974, mais signalé à l'époque par les militaires comme « ayant pris la fuite ».

(...) Un progrès important est accompli lorsqu'on retrouve la petite-fille du poète argentin Juan Gelmán, née en 1978 alors que sa mère María Claudia García, qui n'était pas une militante politique notoire, avait été kidnappée à l'âge de 19 ans en Argentine avant d'être transférée à Montevideo, puis finalement exécutée. La petite a été « adoptée » et élevée par un commissaire de la police uruguayenne, « compère » d'autres policiers et militaires liés au Parti colorado de MM. Sanguinetti et Batlle.

Toutefois, l'information recueillie par la Commission pour la paix oriente alors les recherches vers des pistes ne permettant ni la démonstration des faits, ni la localisation des corps, ni l'identification des coupables. Résultat : un silence toujours aussi pesant plane sur les « disparitions ».

(...) Par ailleurs, la thèse de l'OFDD a été confirmée (contrairement à ce qui a été longtemps affirmé par l'ex-président Sanguinetti) : il est probable que la plupart des Uruguayens disparus en Argentine ont été victimes, dans le cadre de l'opération « Condor », des forces uruguayennes de répression.

Enfin, ces recherches ont engendré une grande espérance populaire, l'approbation de tous les partis politiques et l'appui d'une majorité de l'opinion publique. La question demeure ouverte et l'élucidation de tous ces crimes encore à réaliser, mais les détenus disparus ne sont plus une « fable de la gauche radicale » comme le soutenait la droite politique... »

par José López Mazz, le 16 avril 2007, sur risal.info

- x Quelle proportion de la population a été touchée (il ne s'agit que de répression politique et non de crimes de droit commun) ?
- x Quels sont les deux types de crimes mis en exergue dans ce document ?
- x Pourquoi ne découvre-t-on ces corps qu'aujourd'hui ?